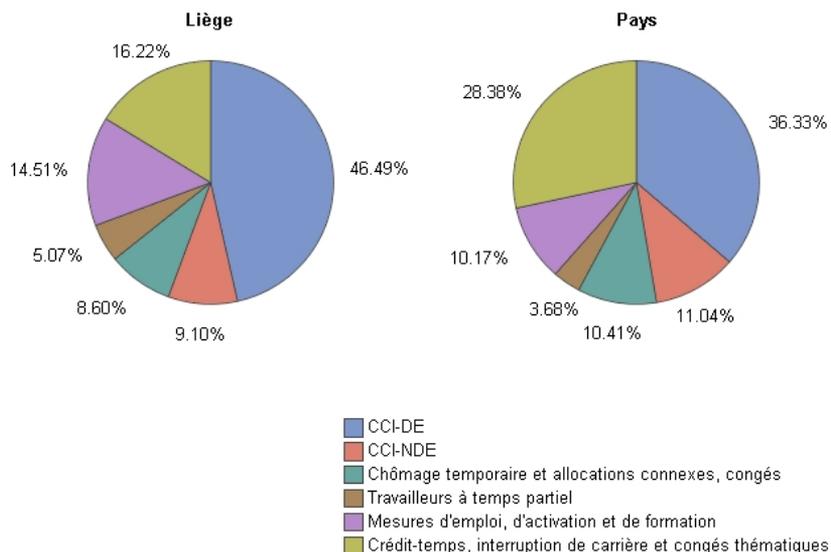


Entité: Liège



Directeur: Marie-Sophie HODY
 Nombre d'agents: 229
 Nombre en équivalents à temps plein: 194

Indicateurs du marché de l'emploi	Nombre	% par rap. au pays
Population en âge de travailler (1)	527.411	7,2
Assurés contre le chômage (2)	263.468	6,8
Travailleurs qui habitent dans le ressort du bureau du chômage (3)	219.258	6,5
Taux du chômage (4)	13,5	

Vision globale 2017	Nombre / Montants	% par rap. au pays
Octroi du droit aux allocations (dossiers introduits)	193.919	9,8
Décisions de non-admissibilité au droit aux allocations (5)	3.330	9,8
Dossiers litiges achevés	8.739	9,6
Contrôles achevés	2.021	6,6
Sanctions notifiées au cours de l'année (6)	5.685	9,5
Suspensions et exclusions dans le cadre de l'activation du comportement de recherche d'emploi (7)	1.269	17,2
Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2016	685,8	9,7
Montants des paiements introduits par les OP (chômage avec ou sans compl. d'entreprise) - en millions d'EUR 2017	632,5	9,6
Montants à récupérer (solde fin d'année) - en millions d'EUR	60,4	13,6
Montants récupérés/reçus - en millions d'EUR	8,1	10,9

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2017)			Nombre	% par rap. au pays
Chômeurs indemnisés (CCI-DE et CCI- NDE)	CCI-DE	Après prestations de travail	29.206	9,7
		Après études	7.474	17,5
		Travailleurs à temps partiel volontaire	1.614	7,6
		Chômage avec complément d'entreprise	854	11,9
		Hommes	21.909	10,6
		Femmes	17.239	10,3
		Chefs de ménage	12.643	11,7
		Isolés	11.283	11,9
		Cohabitants	15.222	8,9
		Total	39.148	10,5
	CCI-NDE	Travailleurs à temps partiel volontaire	434	9,0
		Chômage avec complément d'entreprise	4.288	5,6
		Chômeurs âgés	2.907	9,4
		Soins de proximité (ou difficultés sociales et familiales)	35	4,5
		Total	7.664	6,7

Profil des personnes indemnisées (moyenne annuelle 2017)			Nombre	% par rap. au pays
Chômage temporaire et allocations connexes, congés	Chômeurs temporaires		6.521	6,7
	Parents d'accueil		140	6,2
	Période non rémunérée dans l'enseignement		493	13,6
	Vacances jeunes		79	2,9
	Vacances senior		7	2,4
	Soins d'accueil		6	3,3
Travailleurs à temps partiel	Travailleurs à temps partiel avec maintien de droit et AGR		4.229	11,3
	Travailleurs à temps partiel volontaire avec AGR		41	10,8
	Total		4.270	11,3
Mesures d'emploi, d'activation et de formation	Programmes d'activation	Activa - réglementation fédérale	4.367	14,5
		Activa - réglementation régionale	931	26,0
		Activa START	0	0,3
		Programmes de transition	637	20,0
		SINE	682	6,9
	Mesures pour travailleurs	831	5,6	
	Mesures de formation	Formation professionnelle	2.308	9,9
		Reprise d'études ou suivre une formation (autre que formation professionnelle)	1.993	15,9
		Autres	326	8,5
	Mesures dans le cadre du développement du statut unique	Allocation de licenciement	43	8,2
		Allocation en compensation de licenciement	104	3,7
Dispenses d'IDE particulières	Activités à l'étranger		0	3,9
	Activités ALE ou APS		82	4,8
Crédit-temps, interruption de carrière et congés thématiques	Interruption de carrière	Avec allocations	3.943	5,5
		Sans allocations	129	9,7
		Total	4.072	5,5
	Crédit-temps	Avec allocations	4.932	4,2
		Sans allocations	660	5,1
		Total	5.592	4,3
	Congés thématiques	Avec allocations	3.702	4,5
		Sans allocations	292	5,2
		Assistance médicale	259	1,4
		Congé parental	3.732	5,4
		Congé pour soins palliatifs	4	1,0
Total	3.994	4,6		
Attestations	Nombre d'attestations délivrées pouvant favoriser l'engagement		14.408	10,9
	Autres attestations		12.333	6,1
	Total		26.741	8,0

(1) Population au 1er janvier 2017 âgée de 15 à 64 ans inclus (source: Statbel).

(2) Il s'agit des assurés contre le chômage au 30 juin 2016. Ils comprennent:

a. Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2016 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants);

b. Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2016 (source: ONEM);

c. Le travail frontalier sortant au 30 juin 2016; le travail frontalier entrant a été déduit de la rubrique a (source: estimations sur la base de données INAMI).

(3) Les travailleurs ayant cotisé le 30 juin 2016 à la sécurité sociale, secteur chômage (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs et sur la base de données INAMI pour les travailleurs frontaliers entrants).

(4) Les CCI demandeurs d'emploi inoccupés, les travailleurs à temps partiel volontaire demandeurs d'emploi et les demandeurs d'emploi avec complément d'entreprise, payés en juin 2017 (source: ONEM) divisés par le nombre d'assurés contre le chômage au 30 juin 2016 (source: calculs ONEM sur la base de données ONSS et ORPSS pour les travailleurs, de données ONEM pour les chômeurs et de données INAMI pour les travailleurs frontaliers).

(5) Le nombre de décisions en matière de non-admissibilité sur la base de travail ou d'études insuffisants ou suite à un dossier incomplet ou tardif.

(6) Avertissements, sanctions sans sursis, sanctions avec sursis partiel ou complet pour chômage dépendant de leur propre volonté, pour fausse déclaration ou pour travail ou revenu non déclaré et pour indisponibilité passive.

Du fait de la 6ème réforme de l'état, la compétence décisionnelle relative aux sanctions pour indisponibilité active ou passive a été transférée aux régions. Une phase de transition, durant laquelle l'autorité fédérale (ONEM) continue à exercer provisoirement cette compétence, a par ailleurs été prévue. Dès lors, en vertu du principe de continuité, l'ONEM reste en charge de l'exécution de cette matière et ce, jusqu'à ce que les régions soient en mesure de reprendre effectivement cette compétence. Ce délai n'est pas identique pour chacune des régions. En effet, en 2016, toutes les régions ont repris cette compétence en matière de sanctions pour indisponibilité active ou passive hormis la Région de Bruxelles-Capitale (ACTIRIS). A partir de janvier 2017, la Région de Bruxelles-Capitale a, elle aussi, repris cette compétence de l'ONEM. La compétence décisionnelle concernant les sanctions pour chômage volontaire ainsi que les sanctions administratives est restée au niveau fédéral. La région statistique est déterminée en fonction du domicile de la personne sanctionnée sauf pour les sanctions prononcées par les régions. Dans ce cas, la région statistique est celle de l'autorité régionale qui a pris la décision.

(7) Sanctions pour indisponibilité active (voir également note 6).